

REPUBLIQUE FRANCAISE
Liberté – Egalité – Fraternité

LE PRADET (Var)



22 ARR PM PERM 007

ARRÊTÉ PERMANENT

MODALITES D'ORGANISATION DU SERVICE « OBJETS TROUVES »

Nous, Hervé STASSINOS, Maire de la commune de Le Pradet, Vice-président de la communauté d'agglomération Toulon Provence Méditerranée, Conseiller Régional Provence Alpes Côte d'Azur

VU le Code Général de Collectivités Territoriales, et notamment ses articles

L2211-1 et suivants, VU les dispositions du Code Civil et notamment les articles

539, 717, 1293 (1), 1302, 2279 et 2280,

VU les dispositions du nouveau Code Pénal et notamment les articles 311-1 et suivants et l'article R 610.5,

VU l'ordonnance royale en date du 23 mai 1830 sur les objets dont les propriétaires ne sont pas connus,

VU la loi n° 95 — 73 du 21 janvier 1995,

Considérant qu'il importe d'organiser le dépôt, la garde et la restitution des objets trouvés sur le territoire de la Commune de Le Pradet.

ARRÊTONS

Article 1 : Toute personne qui, sur la commune, trouve un objet sur la voie publique, dans un véhicule servant au transport de voyageurs, dans un lieu public ou sur des dépendances accessibles à tous d'un immeuble privé, a l'obligation de le remettre à son propriétaire ou de le déposer dans un délai de 24 heures (vingt-quatre heures) au service des objets trouvés de la ville situé dans les locaux de la Police Municipale, sis place Général de Gaulle, rue Marcel Vaillant

Article 2 : Le service des objets trouvés de la ville est chargé de procéder aux investigations nécessaires afin de permettre la restitution de l'objet à son propriétaire.

Article 3 : Les alcools, les denrées alimentaires ou périssables, et les objets sans valeur marchande ou d'une valeur marchande négligeable sont détruits.

Article 4 : Les objets qui, en raison de leur poids, de leur encombrement ou de leur nature exigeant des conditions particulières de magasinage, ne concernent pas le service des objets trouvés et sont pris en charge par le service « Allo Mairie ».

Signé par : Hervé STASSINOS
Date : 18/01/2022
Qualité : MAIRE



Article 5 : Les produits dangereux, les hydrocarbures, et les animaux font l'objet d'un traitement particulier et ne doivent pas être apportés au service des objets trouvés.

Article 6 : Le délai de conservation des objets varie suivant la valeur reconnue à ceux-ci. Il est fixé pour chaque catégorie d'objets conformément au tableau joint en annexe du présent arrêté.

Article 7 : Si le perdant ou le propriétaire de l'objet se présente avant l'expiration du délai réglementaire. Son bien lui est restitué sur justification de ses droits, de son identité et de son domicile.

Après l'expiration du délai réglementaire et en cas de non-réclamation par le perdant ou le propriétaire, l'inventeur est remis en possession de l'objet s'il en fait la démarche sur justification de son identité, de son domicile et sur présentation du récépissé de dépôt.

Cette disposition ne s'applique pas lorsque :

L'inventeur est un fonctionnaire qui a trouvé l'objet dans le cadre de sa mission.

L'inventeur, employé d'un établissement privé, trouve l'objet dans le cadre d'une mission de collecte au profit de son employeur.

Cette remise peut être différée, s'il est nécessaire de procéder à une enquête ou à des vérifications concernant soit le perdant ou le propriétaire, soit l'inventeur.

Article 8 : Les objets de valeur non réclamés sont livrés à l'administration des domaines, conformément aux dispositions de l'ordonnance royale du 23 mai 1830 et vendus aux enchères à l'Hôtel des Impôts.

Les effets vestimentaires, les sacs, les valises, les lunettes et les portefeuilles en bon état non réclamés sont livrés à des œuvres caritatives.

Les numéraires et titres non réclamés sont livrés à la Trésorerie Principale de Toulon.

Article 9 : Lorsque l'objet, à l'expiration du délai de conservation, a été remis à l'administration des domaines, il appartient au perdant ou à l'inventeur de faire valoir ses droits auprès de cette administration.

Article 10 : Pour les résidents hors circonscription identifiés, le montant de l'affranchissement du colis contenant les documents ou objets sera demandé, à défaut, il sera renvoyé sous pli recommandé au service des objets trouvés de leur lieu d'habitation.

Pour les ressortissants étrangers, les objets sont déposés ou envoyés sous plis recommandés au Consulat ou Ambassade de leur appartenance.

Les objets trouvés recueillis sur le réseau de la R.M.T.T. ou autre peuvent être remis par les inventeurs aux agents qualifiés de la régie.

Article 11 : Dans toutes les enceintes où le public est admis, notamment dans les magasins de commerce, cafés, expositions, jardins publics, les objets trouvés peuvent être remis par les inventeurs à l'exploitant ou au préposé qualifié pour les recevoir, à charge pour celui-ci de les déposer dans les conditions prévues à l'article I er ci-dessus.

Ces dispositions s'appliquent également aux établissements de spectacles et salles de réunion recevant du public payant, tel que l'Espace des Arts.

Article 12 : Toute infraction aux dispositions du présent arrêté est passible de peines prévues à l'article R 615.5 du nouveau Code Pénal : « La violation des interdictions ou le manquement aux obligations édictées par les décrets et arrêtés de police sont punis d'une amende prévue pour les contraventions de 1^{ère} classe ».

Article 13 : Le présent arrêté sera publié au registre du Maire et un extrait sera affiché à la police municipale.

Article 14 : Madame la Directrice Générale des Services, Monsieur le Directeur des Services Techniques, Monsieur le Commissaire Divisionnaire chef du District de Toulon, la Police Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de la notification et l'exécution du présent arrêté.

Le Maire,

CET ACTE PEUT ETRE CONTESTE

LES VOIES ET DELAIS DE RECOURS

- Le recours contentieux : devant le Tribunal Administratif de Toulon dans un délai de 2 mois.

Le Tribunal Administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site internet www.telerecours.fr.

- Le recours gracieux et hiérarchique : devant le Maire

Pour ce dernier recours, l'absence de réponse dans les 2 mois qui suivent la demande équivaut à un refus.

Nature des objets	A disposition du perdant	A disposition de l'inventeur	Délai total de conservation	Destination
Objets précieux Objets de valeur	1 an	6 mois	1 an et 6 mois	Domaine
Numéraire et titres	1 an	6 mois	1 an et 6 mois	Trésorerie Principale
Vêtements lunettes portefeuilles sacs et valises	6 mois	6 mois	1 an	Œuvres caritatives
Clés	2 mois		2 mois	Destruction
Documents privés (CNIS Passeport Carte grise...)	2 mois		2 mois	Administrations concernées
Cartes bancaires et chèquiers	10 jours	-	10 jours	Banque
Denrées alimentaires et périssables, alcools... Objets sans valeur marchande ou de valeur négligeable				Destruction
Autre	6 mois	6 mois	1 an	Domaine / Destruction ou œuvres caritatives